



Logement, chômage, salaire, Assez de la spéculation et des profits !

Villepin croyait pouvoir reprendre l'offensive, en particulier contre son meilleur ennemi Sarkozy, à l'issue des cent jours en se faisant le champion de la prétendue « *croissance sociale* ». Ce nouveau slogan creux n'est que de la poudre aux yeux pour tenter de masquer la réalité de sa politique. Son hypocrisie a été brutalement démontrée par les drames des deux incendies qui ont frappé, dans Paris, des immeubles vétustes au prix de 24 vies humaines dont 18 enfants.

SPECULATIONS IMMOBILIERES

Ces drames sont l'aboutissement d'une politique qui sacrifie le logement social à la spéculation immobilière en poussant les loyers à la hausse. Ce qui est vrai pour Paris, l'est aussi pour toutes les grandes villes. Des milliers de logements sont inoccupés (40 000 pour Paris, 30 000 pour Marseille...). Au lieu de construire, le plan Borloo commence par détruire de vieux logements HLM, ce qui aboutit à l'augmentation du nombre de personnes qui sont sur les listes d'attente des offices HLM. Et les loyers ne cessent d'augmenter comme le prix du terrain.

Cette politique du laisser-faire est menée depuis des années, par la droite comme par la gauche. Elle atteint aujourd'hui une situation de crise inacceptable.

LES PLUS PAUVRES, PREMIERES VICTIMES

Et bien sûr, ce sont les plus démunis qui payent le prix le plus douloureux, celui de la vie. Tous les pouvoirs étaient au courant des conditions dangereuses dans lesquelles étaient logées les familles victimes des incendies. Dès 1991, ces familles avaient manifesté pour exiger d'être relogées, rien n'a été fait. Et il y aurait sur Paris 1 000 immeubles vétustes et dangereux. Bien des propriétaires privés préfèrent en effet laisser les immeubles se dégrader plutôt que de faire des travaux et attendent que la police expulse les locataires pour vendre avec de forts bénéfices vu le prix du mètre carré.

C'est bien des spéculations et de l'incurie des

pouvoirs publics que sont mortes les 24 victimes des incendies d'immeubles à Paris.

LES RICHES GOUVERNENT POUR LES RICHES

La seule réponse du gouvernement au drame, c'est le mépris affiché par Sarkozy qui s'en prend aux travailleurs sans papiers alors que les victimes étaient en situation régulière. Il fait intervenir brutalement et de façon démonstrative la police contre deux squats. Quant à Villepin, il propose d'augmenter les aides pour favoriser l'accès à la propriété !

Pourtant il y a urgence à reloger tous ceux qui vivent dans des conditions dangereuses. Il serait facile pour cela de réquisitionner les logements inoccupés ou d'utiliser l'argent que la mairie de Paris et l'Etat envisageaient d'investir pour les jeux olympiques.

Ce serait simple et efficace, mais s'opposerait aux préjugés qui fondent la politique du gouvernement et du patronat : ce qui est bon pour les riches est bon pour toute la société.

FAIRE PAYER LES RICHES

Et cela se retrouve dans tous les domaines de la vie sociale. Les mesures annoncées par Villepin au nom de la « *croissance sociale* » profitent essentiellement aux classes les plus aisées, en particulier les baisses d'impôts. Pas question d'augmenter les salaires, ceux qui veulent gagner plus n'ont qu'à travailler plus. Pas question d'améliorer les services publics, de mettre fin au chômage ou à la précarité. La nouvelle présidente du Medef, Laurence Parisot vient de découvrir que "*la précarité était une loi de la condition humaine.*"

Ridicule ! C'est une des conséquences de la domination des gens de sa classe qui s'approprient les fruits du travail de la majorité.

Résoudre la question du logement, du chômage ou des salaires, c'est s'en prendre directement à leurs intérêts, à leur pouvoir.

Le 05/09/05

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :